

# Délais de paiement

Transposition de la directive 2011/7/UE  
du 16 février 2011

***1. L'architecture juridique***

***2. Un champ d'application élargi***

***3. Les délais de paiement***

***4. Des sanctions renforcées***

***5. L'entrée en vigueur***

# 1. L 'architecture juridique

Directive communautaire 2011/7/ UE du 16 février 2011  
concernant la lutte contre le retard de paiement dans les  
transactions commerciales

Loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions  
d 'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en  
matière économique et financière (DADUE)

Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte  
contre les retards de paiement dans les contrats de la  
commande publique

## 2. *Un champ d'application élargi*

Le champ d'application organique : qui?

**Sont soumis à la directive :**

➤ Les pouvoirs adjudicateurs  
soumis au CMP

exemple : Etat, collectivités,  
EPCI, EPS, EPN

➤ Les pouvoirs adjudicateurs soumis  
à l'Ordonnance du 6 juin 2005

exemple : OPH, GIP, SEML, SPL

Y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice  
(secteur des réseaux)

## 2. *Un champ d'application élargi*

Le champ d'application matériel : quelles prestations?

- **Extension au-delà des marchés soumis au code des marchés publics:**  
marchés soumis à l'ordonnance de 2005, partenariats publics-privés, délégations de service public, concessions d'aménagement, concessions de travaux publics
- **Exclusions :** prêts bancaires et autres contrats d'emprunt, les acquisitions immobilières qui n'impliquent pas de travaux publics

### 3. Les délais de paiement

- Délais de paiement fixés par le décret n°2013-269 pour chaque catégorie de pouvoir adjudicateur

| Pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice   | Délais antérieurs                           | Nouveaux délais |
|---|---|-----------------|
| Etat, ses établissements publics (autres qu'EPIC)<br>Collectivités territoriales et établissements publics locaux   | 30 jours<br>(art. 98 CMP)                   | 30 jours        |
| Etablissements publics de santé et établissements du service de santé des armées  | 50 jours<br>(art. 98 CMP)                   | 50 jours        |
| Pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 6 juin 2005  | 60 jours<br>(art. L.441-6 code de commerce) | 30 jours        |
| Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'ordonnance de 2005 qui sont des entreprises publiques au sens du II de l'article 1er de l'ordonnance du 7 juin 2004, à l'exception de ceux qui sont des établissements publics locaux | 60 jours<br>(art. L.441-6 code de commerce) | 60 jours        |

## 4. Des sanctions renforcées

### Renchérissement des intérêts moratoires

Taux unique BCE + 8 (au lieu de 7), y compris pour les établissements publics de santé, qui bénéficiaient du taux d'intérêt légal + 2.

### Des indemnités en sus

- instauration d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros due de plein droit pour chaque retard de paiement
- possibilité de demander une indemnisation complémentaire, sur justification

**Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire doivent être payés dans un délai de 45 jours.** Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts au taux légal.

➡ suppression des intérêts moratoires complémentaires

## *Points à noter*

- Suppression de l'absence de mandatement des intérêts moratoires en dessous du seuil de 5 euros
- **Refonte des articles L. 1612-18 du CGCT et L. 6145-5 du CSP** relatifs au mandatement d'office : le signalement au préfet peut être effectué par le créancier, le comptable public ou tout autre tiers
- Maintien de **l'action récursoire** pour les pouvoirs adjudicateurs qui en bénéficient jusqu'ici



## 5. L'entrée en vigueur

➤ **Le nouveau dispositif** s'applique aux contrats conclus à partir du 16 mars 2013 mais pour les créances dont le délai de paiement aura commencé à courir à partir du 1er mai 2013 (date d'entrée en vigueur du décret n°2013-269)

➤ Restent soumis à la **réglementation antérieure** :

- les contrats conclus avant le 16 mars 2013 ;
- les contrats conclus à partir du 16 mars 2013 pour les créances dont le délai de paiement a commencé à courir pendant la période du 16 mars 2013 jusqu'au 1er mai 2013

La notion de conclusion renvoie à la plus tardive des signatures des parties